

Marie-Pierre Lavoie

Candidate au poste d'administratrice

Originaire de Montréal, je vis dans l'Ouest depuis 31 ans : 15 ans en Alberta et 16 ans en Colombie-Britannique. J'ai deux fils, William et Carter, âgés de 21 et 23 ans respectivement. Depuis leur entrée en prématernelle, j'ai donné de mon temps comme bénévole à divers postes au sein d'associations locales de parents francophones. J'ai ensuite été membre du conseil d'administration et présidente de la Fédération des parents francophones de C.-B. (FPFCB) (2007-2009; 2011-2018) ainsi que membre, vice-présidente, puis présidente de la Commission nationale des parents francophones (CNPF) (2012-2018). Au nombre de mes réalisations avec le mouvement de parents, celles dont je suis la plus fière sont :

- [Une contribution directe pour faire modifier le recensement abrégé pour que tous les enfants des parents ayants droit soient désormais dénombrés](#)
- La poursuite de la cause juridique du CSF, de la FPFCB et des parents codemandeurs qui a contribué à plusieurs jugements ayant fait développer nos droits linguistiques, tant devant la [Cour suprême de la Colombie-Britannique, la Cour d'appel de la C.-B. et la Cour suprême du Canada](#)
- Le redressement de la situation précaire de la CNPF en 2016-2017
- La mise en place d'un camp de jour francophone à l'école Victor-Brodeur en 2014

Après ma participation au mouvement de parents, c'est comme conseillère scolaire que je poursuis mon implication dans le domaine de l'éducation. Je siége au conseil d'administration du Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique depuis 2018 et j'en ai été la présidente pendant deux ans. À ce titre, j'étais en poste quand la cause juridique du CSF, de la FPFCB et de parents co-appelants a été entendue en Cour suprême et [quand le jugement \(victorieux\) a été rendu](#). Je siége aussi au conseil d'administration de la Fédération nationale des conseils scolaires francophones comme représentante de la Colombie-Britannique et j'en ai été la 2<sup>e</sup> vice-présidente pendant l'année scolaire 2021-2022. Dans le cadre de ces fonctions, j'ai développé mes compétences d'allocutrice et aussi celles de représentation auprès d'élus de toutes les formations politiques, qu'ils soient municipaux, provinciaux ou fédéraux. J'ai été appelée à comparaître devant plusieurs entités pour défendre les droits des francophones en milieu minoritaire en matière d'éducation. Ainsi, j'ai revendiqué auprès du Comité permanent des langues officielles de la Chambre des communes, du Comité sénatorial permanent des langues officielles, de Patrimoine canadien et du Commissariat aux langues officielles. Je me suis aussi entretenue plusieurs fois avec divers représentants gouvernementaux provinciaux et fédéraux pour défendre ces droits, et ce, sur tout le continuum, de la petite enfance au postsecondaire. On a souvent fait appel à moi pour discuter de ces droits dans des entrevues médiatiques.

Le mouvement des jeunes me tient aussi beaucoup à cœur et c'est ce qui m'a motivée à soumettre la candidature de la région de Victoria pour y accueillir les Jeux de la francophonie canadienne en 2020, une première dans ma province d'adoption qu'est la Colombie-Britannique. En mars 2020, tout juste avant la pandémie, le comité d'organisation des JeuxFC Victoria 2020 a d'ailleurs été honoré à l'occasion de la journée de la francophonie célébrée par le gouvernement de la Colombie-Britannique. Après sept années à travailler sur le projet, Victoria accueillera plutôt un autre événement francophone jeunesse, les Jeux franco-canadiens du Nord et de l'Ouest, du 11 au 15 juillet 2023.

Je suis traductrice-pigiste, ce qui me donne une grande souplesse d'horaire et me permet d'être disponible.